



L'évasion fiscale des multinationales coûtent pas moins de 100 milliards de dollars par an (soit environ 78 milliards de livres sterling) aux pays en développement ; argent que les États pourraient investir pour lutter contre la pauvreté. Photo : Allan Gichigi/Oxfam.

# VANISH ET LES IMPOTS S'ÉVANOUISSENT

Démonstration de la faillite du régime fiscal international par les pratiques de RB, géant de produits de consommation

**Les failles du système fiscal international profitent de manière démesurée aux grandes entreprises pour se soustraire à l'impôt. Elles privent les États du monde entier des recettes dont ils ont besoin pour lutter contre la pauvreté et les inégalités. Ceux-ci disposent de moins de fonds à consacrer à la santé, à l'éducation et à l'emploi. Ce rapport examine les carences du régime fiscal international qui facilitent l'évasion fiscale de masse. Il se penche sur l'exemple d'une multinationale, qui, d'après Oxfam, ne paie pas sa juste part d'impôt au niveau international. Il en appelle aux gouvernements et au monde de l'entreprise à mettre en œuvre les réformes nécessaires pour faire en sorte que les multinationales cessent dorénavant de se soustraire à leurs obligations fiscales.**

# RÉSUMÉ

En janvier 2017, Oxfam a révélé que huit hommes possèdent à eux seuls autant de richesse que les 3,6 milliards d'individus les plus pauvres de la planète<sup>1</sup>. Ce chiffre consternant illustre l'ampleur de la crise des inégalités qui nuit à la lutte contre la pauvreté dans le monde entier. Le présent rapport examine l'un des principaux moteurs de cette crise des inégalités : la faillite du régime fiscal qui permet à des multinationales de se soustraire à l'impôt de manière systématique, spoliant les pays – riches et pauvres – de recettes qui pourraient être investies pour lutter contre la pauvreté. En s'appuyant sur de nouvelles recherches, ce rapport s'intéresse aux pratiques d'évasion fiscale d'une multinationale du FTSE 100 (la bourse londonienne) : RB (anciennement Reckitt Benckiser), le fabricant de marques de grande distribution comme Vanish, Durex et Dettol. D'après Oxfam, cette multinationale ne paie pas sa juste part d'impôt. Ce rapport s'intéresse à l'impact de l'évasion fiscale des multinationales sur les pays en développement et relève les mesures concrètes que les gouvernements et les multinationales peuvent prendre pour agir dans l'intérêt de leurs citoyens et réparer un régime fiscal qui est dysfonctionnel.

## LES PAUVRES LES PLUS PÉNALISÉS

Taxer les bénéficiaires des sociétés constitue l'une des formes de fiscalité les plus progressives qui soit. Or, les multinationales sont les premières à tirer parti d'un régime fiscal international aussi déficient qu'obsolète pour éviter de payer leur juste part d'impôts. Elles privent ainsi les États du monde entier des recettes dont ils ont besoin pour lutter contre la pauvreté et investir dans les soins de santé, l'éducation et l'emploi. Ce sont les populations démunies qui sont les plus pénalisées par l'évasion fiscale : lorsque les services publics tels que la santé et l'éducation sont réduits en raison du manque de recettes fiscales, les plus pauvres qui ne peuvent pas se permettre de payer des services privés n'ont pas d'autre choix que de devoir s'en passer ou s'endetter. Pour pallier le recul de qualité et d'accessibilité de ces services essentiels, il est fréquent que les femmes et les filles combent la différence en assumant des tâches d'assistance mal, voire non, rémunérées<sup>2</sup>. À mesure que les inégalités grandissent au sein de la société, il devient de plus en plus difficile pour les plus démunis d'améliorer leur sort et de s'extraire de la pauvreté. Ce constat s'applique particulièrement aux pays en développement, où l'impôt sur les sociétés contribue à une part plus importante des recettes publiques. On estime que les pratiques d'évasion fiscale des multinationales qui ont recours à des paradis fiscaux<sup>3</sup> coûtent aux pays en développement au moins 100 milliards de dollars (soit environ 78 milliards de livres) par an<sup>4</sup>.

*On estime que les pratiques d'évasion fiscale des multinationales qui ont recours à des paradis fiscaux coûtent aux pays en développement au moins 100 milliards de dollars (soit environ 78 milliards de livres) par an<sup>5</sup>.*

# AVEC VANISH, LES IMPÔTS S'ÉVANOUISSENT

En quête d'éléments probants d'activités commerciales internationales susceptibles d'avoir des implications fiscales, Oxfam a examiné les comptes accessibles au public des entreprises de la bourse britannique du FTSE 100 d'après des critères de recherche prédéfinis (voir l'Annexe 1 du rapport principal pour connaître la méthodologie complète)<sup>6</sup>. C'est à l'issue de ce travail de recherche qu'Oxfam a retenu la multinationale RB pour en faire l'étude de cas de ce rapport.

RB est une multinationale de premier plan qui fabrique des produits pour les secteurs « santé, hygiène et maison ». RB est une entreprise extrêmement prospère de la bourse britannique du FTSE 100. Elle a généré 10 milliards de livres sterling de recettes en 2016m et ses produits sont commercialisés dans plus de 200 pays. Les recherches d'Oxfam suggèrent toutefois que RB ne paie pas sa juste part d'impôts. Oxfam ne suggère en aucun cas que RB ait agi illégalement en réduisant sa facture fiscale. Pour autant, l'incidence du moins-perçu en recettes fiscales est indéniable : les États disposent de moins de fonds à consacrer aux services publics essentiels, une réalité dont l'impact est ressenti particulièrement vivement dans les pays en développement. RB affirme « payer le montant approprié d'impôts qu'elle doit dans chaque pays où elle opère » et « s'engager à respecter l'ensemble de nos obligations juridiques et chercher à agir conformément aux exigences des parties prenantes de l'entreprise (voir l'Annexe 2 du rapport principal pour connaître la réponse complète de RB)<sup>7</sup>.

Les restructurations réalisées par RB en 2012 et 2014 ont abouti à la création de pôles régionaux aux Pays-Bas, à Singapour (maintenant fermé) et à Dubaï. Ce faisant, Oxfam estime que RB a réduit sa facture fiscale de l'ordre de 200 millions de livres de 2014 à 2016, dont plus de 60 millions de livres dans les marchés en développement. RB déclare « qu'aucune de ses opérations ne s'apparente à de l'évasion fiscale dans les pays en développement », et que ces restructurations ont été motivées afin de « se rapprocher des consommateurs » (voir l'Annexe 2 du rapport principal pour connaître la réponse complète de RB)<sup>8</sup>. Toutefois, Oxfam estime que la justification commerciale s'expliquait par le souhait d'économiser des impôts. Les recherches d'Oxfam font apparaître que RB a restructuré son modèle de prix de transfert (qui consiste à manipuler les prix des opérations entre filiales du même groupe) pour éviter de payer des impôts. Cette méthode consiste à faire passer les opérations intra-entreprises par les territoires à faible taux d'imposition que sont les Pays-Bas, Dubaï et Singapour, afin d'y accumuler une plus grande part des bénéfices que dans les pays où a lieu l'essentiel des activités commerciales de la multinationale, où les taux d'imposition sont plus élevés.

*Oxfam estime que RB a réduit sa facture fiscale de l'ordre de 200 millions de livres sur une période de trois ans.*

En s'intéressant de plus près aux comptes financiers de RB dans chaque pays, Oxfam estime qu'entre 2013 et 2015 l'entreprise a évité de payer les sommes suivantes en impôts : 66,2 millions de livres en France ; 71,3 millions de livres en Australie ; 22 millions de livres en Belgique et 7,4 millions de livres en Nouvelle Zélande. En raison du manque de transparence sur l'origine de leurs bénéfices et le montant des impôts payés, Oxfam n'a pu mettre la main sur suffisamment d'informations financières et ainsi identifier les pertes fiscales dans d'autres pays. Il est particulièrement ardu d'obtenir les données fiscales des entreprises dans les pays en développement, compliquant ainsi la tâche des citoyens cherchant à savoir combien d'impôts les multinationales paient dans leur pays.

En plus de la restructuration de son modèle d'affaires, les éléments de preuve qu'Oxfam a réunis laissent à penser que RB a profité d'accords fiscaux spéciaux conclus avec le gouvernement luxembourgeois. Le scandale des « Luxleaks », déclenché par la fuite de documents portant sur des rescrits fiscaux confidentiels, a révélé que RB a bénéficié de quatre rescrits fiscaux distincts offerts par le gouvernement luxembourgeois. En analysant un seul de ces rescrits fiscaux, Oxfam estime que celle-ci a aidé RB à éviter 17 millions de livres (20 millions d'euros) en impôt entre 2010 et 2015. Les restructurations internationales ainsi que le rescrit fiscal négocié avec le gouvernement luxembourgeois ont été effectués sous les conseils du cabinet d'expertise comptable PricewaterhouseCoopers (PwC).

*Oxfam estime qu'entre 2013 et 2015, RB a évité de payer les sommes suivantes en impôts :*

**66,2 millions de livres**  
en France ;  
**71,3 millions de livres**  
en Australie ;  
**22 millions de livres**  
en Belgique ; et  
**7,4 millions de livres**  
en Nouvelle Zélande.

## UNE RUPTURE PURE ET SIMPLE

RB affirme « trouver son inspiration dans la vision d'un monde où les gens sont en meilleure santé et vivent mieux »<sup>9</sup>. Son activité principale consiste à mettre au point et à commercialiser des produits de consommation « pour des vies plus saines et des foyers plus heureux »<sup>10</sup>. La multinationale organise des programmes d'éducation et de promotion de l'hygiène, notamment par des campagnes prônant le lavage des mains en Inde, au Nigeria, en Indonésie et au Pakistan pour prévenir la diarrhée. RB affirme son engagement à contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable de l'ONU<sup>11</sup> n° 3 sur « la santé et le bien-être » et n° 6 sur « l'eau potable et l'assainissement »<sup>12</sup>. Aussi louables ces engagements et ces actions soient-ils, ils n'en restent pas moins contrecarrés par les pratiques d'évasion fiscale de la multinationale, qui privent les États des recettes dont ils ont besoin pour financer les services publics essentiels à leurs citoyens les plus pauvres et les plus vulnérables.

RB n'est certainement pas le seul exemple de multinationale à ne pas payer sa juste part d'impôts, et Oxfam ne la considère pas être la pire des cas de ce genre<sup>13</sup>. La démarche d'Oxfam cherche plutôt à souligner combien il est facile pour des multinationales de tout genre et dans bien des pays de réduire leurs contributions fiscales. En raison du manque de transparence de la part des multinationales sur l'origine de leurs bénéfices et le montant des impôts qu'elles paient dans tous les pays où elles opèrent, il est difficile d'isoler les pratiques fiscales abusives.

La chance est donnée à RB de mettre un terme à ses pratiques d'évasion fiscale et de devenir le défenseur d'un impôt plus équitable. Comme c'est le cas de nombreuses questions concernant la responsabilité sociale des entreprises, un comportement fiscal responsable ne se borne pas au simple respect des règles : c'est aussi une question de défense de valeurs. Quand RB adoptera une démarche de transparence sur ses stratégies fiscales et le paiement de ses impôts, et dès lors que le montant des impôts qu'elle paiera dans un pays correspondra aux activités économiques réelles qui s'y déroulent, alors il y aura lieu de dire qu'elle contribue à lutter contre la pauvreté et les inégalités. De même, si elle devenait le défenseur public de la transparence fiscale, elle pourrait devenir un chef de file dans les débats internationaux sur les questions fiscales, en assurant ainsi « une vie plus saine et des foyers plus heureux » pour des millions d'individus. Depuis les recherches engagées par Oxfam, RB a « appelé les gouvernements à prendre les mesures nécessaires pour accélérer l'adoption du reporting pays par pays public » (voir l'**Annexe 2** du rapport principal pour connaître la réponse complète de RB).

## L'HEURE EST VENUE POUR UNE RÉFORME DE LA FISCALITÉ

Si bien entendu les sociétés doivent se mobiliser, au bout du compte c'est aux États que la responsabilité incombe de veiller à la transparence des affaires fiscales de toutes les multinationales et au paiement de leur juste part de l'impôt. Plusieurs initiatives multilatérales visant à enrayer l'évasion fiscale des multinationales ont été lancées ces dernières années. La plus notoire d'entre elles a été le projet d'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS) mené sous la houlette de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui vise à limiter les dispositifs auxquels les multinationales peuvent avoir recours pour gérer leurs activités en vue d'éviter les impôts. Toutefois, ses recommandations font office de pansement de fortune appliqué sur la plaie béante du régime international de l'impôt sur les sociétés. Au sein de l'Union européenne, davantage de progrès ont été réalisés avec la directive sur la lutte contre l'évasion fiscale adoptée en juillet 2016 et dont la transposition dans les législations nationales se fera d'ici la fin de 2018. L'Union européenne (UE) projette également d'introduire des règles fiscales communes dans tous les États membres par le biais de propositions de la Commission européenne sur une assiette commune pour l'impôt des sociétés (ACIS), voire une assiette commune consolidée pour l'impôt des sociétés (ACCIS)<sup>14</sup>. La mise en œuvre de l'une de ces propositions mettrait un terme à une grande partie de la concurrence fiscale dommageable qui sévit actuellement au sein de l'UE, car elle interdirait aux États membres d'offrir des incitations fiscales spécifiques incitant au transfert artificiel de bénéfices

En plus de cela certains pays ont pris des mesures individuelles pour freiner l'évitement de l'impôt par les entreprises. Au Royaume-Uni, le « *Flint Amendment* » du projet de loi des finances de 2016 a été accepté, octroyant au ministère des Finances britannique (« *Treasury* ») le pouvoir d'introduire le reporting pays par pays public, mesure de transparence

fiscale clé. Toutefois, aucune échéance n'a encore été avancée pour son introduction. Au niveau de l'UE, des discussions se poursuivent en vue de l'introduction du reporting pays par pays public, dont l'objectif est d'obliger les entreprises multinationales à rendre publiques les informations sur leurs activités et les impôts qu'elles paient dans chacun des pays où elles ont une activité. Toutefois, tout cela ne suffit pas. Le gouvernement britannique et d'autres gouvernements doivent s'engager à introduire le reporting pays par pays public obligatoire pour toutes les multinationales avant la fin 2019, que ce soit de manière multilatérale ou unilatérale. De nombreux investisseurs, y compris un certain nombre de ceux de RB<sup>15</sup>, appellent au reporting pays par pays public. Ainsi, Legal & General Investment Management Limited, le quatrième investisseur de RB par la taille, et Norges Bank Investment Management, le cinquième, ont tous deux appelé au reporting public<sup>16</sup>. De nombreux investisseurs de RB ont souscrit aux principes des Nations unies pour l'investissement responsable, qui préconise la divulgation complète des impôts payés par les entreprises<sup>17</sup>. Ce reporting doit être public pour veiller à ce que la société civile ainsi que les gouvernements des pays en développement aient accès aux informations et puissent demander des comptes aux multinationales. Celles-ci sont aussi moins susceptibles de se livrer à des pratiques d'évasion fiscale si elles savent que ces informations seront rendues publiques.

## RECOMMANDATIONS

Les pratiques apparentes d'évasion fiscale de la part de RB, usant de méthodes qui resteront parfaitement légales même après la mise en place des réformes réglementaires actuelles, attestent bien de la nécessité de renouveler les efforts visant à une réforme fiscale en profondeur. Oxfam trouve particulièrement préoccupant de constater que les pays en développement n'ont pas suffisamment profité des réformes fiscales internationales existantes. Il convient donc d'entamer une nouvelle série de réformes fiscales qui traitent leurs besoins et leurs intérêts à titre prioritaire. La manière la plus facile de s'y prendre consistera à créer un nouvel organisme fiscal international sous l'égide des Nations unies, où les pays en développement seront représentés sur un pied d'égalité. En attendant, le gouvernement britannique et d'autres peuvent d'ores et déjà engager des changements politiques qui visent à lutter contre l'évasion fiscale des entreprises, en cherchant à ce que les recettes fiscales restent autant que possible dans le pays où des multinationales comme RB produisent et vendent leurs produits.

### **Oxfam appelle les gouvernements à adopter le reporting pays par pays public pour toutes les multinationales :**

- Les gouvernements de l'UE doivent adopter une législation complète sur le reporting pays par pays public qui produit des résultats tant pour les citoyens européens que pour les pays en développement, en obligeant les multinationales à rendre compte de leurs activités dans le monde entier.

- Le gouvernement britannique doit établir un calendrier pour son introduction du reporting pays par pays public en l'absence d'un accord multilatéral, afin d'en assurer la mise en œuvre d'ici la fin 2019.

**Oxfam appelle les gouvernements à accepter une nouvelle série de réformes fiscales internationales destinées à empêcher le transfert artificiel de bénéfices par les multinationales.**

**Le gouvernement britannique et les autres gouvernements doivent :**

- réviser le règlement relatif aux sociétés sous contrôle étranger afin de décourager le transfert de bénéfices hors du Royaume-Uni comme de pays tiers ;
- mettre fin au nivellement par le bas de l'impôt sur les sociétés ;
- souscrire à la proposition de l'ACCIS<sup>18</sup> dans l'Union européenne pour lutter contre la concurrence fiscale dommageable et convenir d'une approche commune pour décider du droit dévolu aux pays de taxer une partie des bénéfices des multinationales ;
- se joindre aux efforts multilatéraux visant à isoler les paradis fiscaux et à prendre des mesures à leur encontre, notamment par l'utilisation efficace de « listes noires » et de contre-mesures.

**Oxfam appelle les multinationales, et notamment RB, à faire preuve de transparence sur leurs stratégies et leurs paiements en matière fiscale et à payer des impôts qui correspondent à leurs activités économiques :**

- Chaque multinationale doit publier une politique fiscale complète, qui énonce son approche en matière de fiscalité et explique comment celle-ci correspond à sa finalité commerciale et à sa stratégie de pérennité.
- Chaque multinationale doit aussi publier les comptes (impôts payés et informations sur les activités) de chacune de ses filiales, notamment dans les pays en développement.

# NOTES

Tous les liens ont été consultés pour la dernière fois en juin 2017

- 1 D. Hardoon. (2017). *Une économie au service des 99 % : Il est temps de construire une économie centrée sur l'humain qui profite à tous, et non à quelques privilégiés*. Disponible sur : <https://www.oxfam.org/fr/rapports/une-economie-au-service-des-99>
- 2 K. Donald et R. Moussie. (2016). *Redistributing Unpaid Care Work: Why Tax Matters for Women's Rights*. Disponible sur : [https://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/bitstream/handle/123456789/7996/PB109\\_AGID320\\_UnpaidCare\\_Online.pdf;jsessionid=5C00113FCEA177205B0CB4F86053535D?sequence=1](https://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/bitstream/handle/123456789/7996/PB109_AGID320_UnpaidCare_Online.pdf;jsessionid=5C00113FCEA177205B0CB4F86053535D?sequence=1)
- 3 Les paradis fiscaux sont des pays ou territoires qui ont délibérément adopté des cadres fiscaux et juridiques qui permettent à des non-résidents (personnes physiques ou morales), dès lors qu'ils exercent une activité économique importante, de minimiser le montant des impôts qu'ils paient. La liste dressée par Oxfam des paradis fiscaux figure dans le rapport : E. Berkhout. (2016). *La bataille des paradis fiscaux : Droit dans le mur : l'impasse de la concurrence fiscale*. [https://www.oxfamfrance.org/sites/default/files/file\\_attachments/la\\_bataille\\_des\\_paradis\\_fiscaux\\_dec2016-fr.pdf](https://www.oxfamfrance.org/sites/default/files/file_attachments/la_bataille_des_paradis_fiscaux_dec2016-fr.pdf)
- 4 Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED). (2015). *Rapport sur l'investissement dans le monde 2015*. Disponible sur : [http://unctad.org/fr/PublicationsLibrary/wir2015overview\\_fr.pdf](http://unctad.org/fr/PublicationsLibrary/wir2015overview_fr.pdf)
- 5 Ibid.
- 6 O. Pearce. (2017). *Vanish et les impôts s'évanouissent : Démonstration de la faillite du régime fiscal par les pratiques de RB, géant de produits de consommation*. Annexe 1. Disponible à l'adresse suivante : <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/making-tax-vanish-how-the-practices-of-consumer-goods-mnc-rb-show-that-the-inte-620289>
- 7 O. Pearce. (2017). *Vanish et les impôts s'évanouissent : Démonstration de la faillite du régime fiscal par les pratiques de RB, géant de produits de consommation*. Annexe 1. Disponible à l'adresse suivante : <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/making-tax-vanish-how-the-practices-of-consumer-goods-mnc-rb-show-that-the-inte-620289>
- 8 Voir l'Annexe 2 du rapport complet pour en savoir plus. O. Pearce. (2017). *Vanish et les impôts s'évanouissent : Démonstration de la faillite du régime fiscal par les pratiques de RB, géant de produits de consommation*. Annexe 1. Disponible à l'adresse suivante : <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/making-tax-vanish-how-the-practices-of-consumer-goods-mnc-rb-show-that-the-inte-620289>
- 9 Site Internet de RB. *About Us*. Extrait le 21 mars 2017. <http://www.rb.com/about-us/>
- 10 Aide-mémoire RB. (2016). *Healthier Lives, Happier Homes*. Disponible sur : [https://www.healthier-lives.com/media/1074/rb\\_factsheet\\_2256\\_eng.pdf](https://www.healthier-lives.com/media/1074/rb_factsheet_2256_eng.pdf)
- 11 Nations unies. (2015). *Objectifs de développement durable*. Disponible sur : <http://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/>
- 12 RB. (2016). *Purpose with a Passion: Annual Report and Financial Statements 2016*. Disponible sur : <http://annualreport2016.rb.com/>
- 13 Voir l'Annexe du rapport principal pour obtenir l'explication du choix de RB pour cette étude de cas. O. Pearce. (2017). *Vanish et les impôts s'évanouissent : Démonstration de la faillite du régime fiscal par les pratiques de RB, géant de produits de consommation*. Appendice. Disponible à l'adresse suivante : <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/making-tax-vanish-how-the-practices-of-consumer-goods-mnc-rb-show-that-the-inte-620289>
- 14 Commission européenne. (2016). *Assiette commune consolidée pour l'impôt des sociétés (ACC/S)*. Disponible sur : [https://ec.europa.eu/taxation\\_customs/business/company-tax/common-consolidated-corporate-tax-base-ccctb\\_fr](https://ec.europa.eu/taxation_customs/business/company-tax/common-consolidated-corporate-tax-base-ccctb_fr)
- 15 Les informations sur les investisseurs de RB ont été extraites du site de S&P Capital IQ le 30 mai 2017 : [www.capitaliq.com](http://www.capitaliq.com). Registre des actionnaires de RB UK en date du registre du 03/01/2017.
- 16 Norges Bank Investment Management. (2017). *Tax and transparency*. Disponible sur : <https://www.nbim.no/en/responsibility/risk-management/tax-and-transparency/>  
Legal and General Investment Management. (2015). *Active ownership: positive engagement to enhance long-term value*. Rapport sur la gouvernance d'entreprise. Disponible sur : [http://www.lgim.com/library/capabilities/CG\\_Annual\\_Report\\_2015.pdf](http://www.lgim.com/library/capabilities/CG_Annual_Report_2015.pdf)
- 17 A. Karananou et A. Guha. (2015). *Engagement guidance on corporate tax responsibility: why and how to engage with your investee companies*. Disponible sur : [https://www.unpri.org/download\\_report/8531](https://www.unpri.org/download_report/8531)
- 18 G. Gimdal. (2017). *Common Corporate Tax Base*. Disponible sur : [http://www.europarl.europa.eu/thinktank/en/document.html?reference=EPRS\\_BRI\(2017\)595907](http://www.europarl.europa.eu/thinktank/en/document.html?reference=EPRS_BRI(2017)595907)



© Oxfam International juillet 2017

Cet article a été rédigé par Oliver Pearce, d'après des recherches effectuées par Mark Curtis, Lauri Finér et Matti Ylönen. Oxfam reconnaît l'aide apportée par Ana Caistor Arendar, Luke Gibson, Deborah Hardoon, Melanie Kramers, Johan Langerock, Zorka Milin, Anam Parvez, Dan Rogers et Radhika Sarin à sa réalisation. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Pour toute information complémentaire sur les questions soulevées dans ce document, veuillez contacter [advocacy@oxfaminternational.org](mailto:advocacy@oxfaminternational.org).

Ce document est protégé par droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : [policyandpractice@oxfam.org.uk](mailto:policyandpractice@oxfam.org.uk)

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-1-78748-024-7 en juillet 2017. DOI : 10.21201/2017.0063

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

Traduit de l'anglais par Armelle Vagneur-Jones, relu par Manon Aubry et François Kergoat.

## OXFAM INTERNATIONAL

Oxfam est une confédération internationale de 20 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans plus de 90 pays, à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter [www.oxfam.org](http://www.oxfam.org)

Oxfam Afrique du Sud ([www.oxfam.org.za](http://www.oxfam.org.za))  
Oxfam Allemagne ([www.oxfam.de](http://www.oxfam.de))  
Oxfam Amérique ([www.oxfamamerica.org](http://www.oxfamamerica.org))  
Oxfam Australie ([www.oxfam.org.au](http://www.oxfam.org.au))  
Oxfam-en-Belgique ([www.oxfamsol.be](http://www.oxfamsol.be))  
Oxfam Brésil ([www.oxfam.org.br](http://www.oxfam.org.br))  
Oxfam Canada ([www.oxfam.ca](http://www.oxfam.ca))  
Oxfam France ([www.oxfamfrance.org](http://www.oxfamfrance.org))  
Oxfam Grande-Bretagne ([www.oxfam.org.uk](http://www.oxfam.org.uk))  
Oxfam Hong Kong ([www.oxfam.org.hk](http://www.oxfam.org.hk))

Oxfam IBIS (Danemark) ([www.ibis-global.org](http://www.ibis-global.org))  
Oxfam Inde ([www.oxfamindia.org](http://www.oxfamindia.org))  
Oxfam Intermón (Espagne) ([www.oxfamintermon.org](http://www.oxfamintermon.org))  
Oxfam Irlande ([www.oxfamireland.org](http://www.oxfamireland.org))  
Oxfam Italie ([www.oxfamitalia.org](http://www.oxfamitalia.org))  
Oxfam Japon ([www.oxfam.jp](http://www.oxfam.jp))  
Oxfam Mexique ([www.oxfammexico.org](http://www.oxfammexico.org))  
Oxfam Nouvelle-Zélande ([www.oxfam.org.nz](http://www.oxfam.org.nz))  
Oxfam Novib (Pays-Bas) ([www.oxfamnovib.nl](http://www.oxfamnovib.nl))  
Oxfam Québec ([www.oxfam.qc.ca](http://www.oxfam.qc.ca))